



Besançon, le 14 avril 2025

Communiqué de Presse Besançon Maintenant

Conseil communautaire de Grand Besançon Métropole : un tournant inquiétant pour la cohésion territoriale.

Une ligne de fracture nette s'est dessinée entre les élus issus de la majorité municipale de Besançon et la majeure partie des autres élus de la communauté urbaine rassemblant maires et élus de l'opposition municipale.

À l'issue du conseil du jeudi 10 avril, c'est la sidération qui prédomine face à l'irresponsabilité de Madame Vignot et de sa majorité municipale dans la gestion des finances publiques. Cette dernière agit comme si elle pouvait « raser gratis », mais avec l'argent des autres dans une logique purement électoraliste comme l'ont souligné plusieurs maires de l'agglomération.

Notre demande était pourtant simple et légitime : l'équité territoriale dans le cadre des transports scolaires. En effet, il est inacceptable qu'actuellement, dans un même car scolaire, les élèves du Grand Besançon paient leur transport alors que leurs camarades venant de communes extérieures à GBM sont pris en charge financièrement par la Région.

Cette inégalité est d'autant plus incompréhensible que GBM perçoit de la part de la Région (et auparavant du Département) les financements nécessaires pour garantir la gratuité des transports aux collégiens.

Mais plus inquiétant encore, ces mesures de gratuité ne sont pas neutres : elles vont être financées d'une part par la hausse du versement mobilité dont s'acquittent les entreprises de plus de 11 salariés, et d'autre part, par les autres usagers du réseau. Une redistribution qui s'opère en silence, sans débat, ni validation citoyenne. D'ailleurs, aucune demande claire n'est venue des associations d'usagers pour exiger cette gratuité.

La « gratuité » est toujours payée par quelqu'un. Aujourd'hui, un titre de transport n'est d'ailleurs déjà payé qu'à hauteur de 20 % de son coût réel par l'utilisateur.

Nous dénonçons également les pressions exercées au sein même de la gouvernance de GBM, y compris envers la vice-présidente en charge des transports pourtant issue de la majorité municipale. Cela en dit long sur la méthode et les tensions que nous

constatons depuis plusieurs années. Le vote « contre » de Mme Zehaf sur cette délibération démontre à lui seul le malaise de l'équipe de Mme Vignot face au populisme de ses mesures.

Enfin, nous regrettons que des propositions innovantes et pragmatiques, comme par exemple le développement d'une tarification au réel, basée sur l'usage effectif des transports, aient été écartées. Nous n'avons, à ce jour, reçu aucun élément chiffré, aucune étude d'impact, aucune donnée factuelle permettant de valider les supposés bienfaits de ces mesures.

Nous regrettons vivement que des choix politiques à court terme viennent compromettre l'équilibre et la solidarité entre les communes du territoire. Nous resterons mobilisés pour défendre une agglomération équitable, responsable et respectueuse de toutes ses composantes.

Ludovic FAGAUT

Président du groupe « Besançon Maintenant »